

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mai 2015

DIALOGUE SOCIAL ET EMPLOI - (N° 2792)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 420

présenté par

Mme Massonneau, M. Cavard, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, M. Molac, Mme Pompili, M. Roumegas et Mme Sas

ARTICLE 12

I. – Supprimer la deuxième phrase de l’alinéa 4.

II. – En conséquence, procéder à la même suppression aux alinéas 12, 14, 16, 26, 29 et 31.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La visioconférence est un dispositif de communication qui permet de s’affranchir des contraintes géographiques mais dont le recours modifie, par son aspect technique même, le processus de communication et d’échange entre les personnes. Il doit donc être un recours d’exception pour pallier certaines contraintes spécifiques mais le dialogue interpersonnel, sans filtre technique, doit être privilégié dans l’intérêt du dialogue social et de la négociation.

Si l’usage exceptionnel de la visioconférence est envisageable, celui-ci doit se faire uniquement sur la base d’un accord entre les parties prenantes. Cet amendement vise donc à supprimer les exceptions à cet accord. En effet, un recours à ce dispositif qui serait imposé ne le serait qu’au détriment du dialogue social.